



**PLATEFORME
CANADIENNE
D'ADAPTATION
AUX
CHANGEMENTS
CLIMATIQUES**

RAPPORT ANNUEL

Avril 2019 à mars 2020
Ressources naturelles Canada





TABLE DES MATIÈRES

1. Message du président	2
2. Plateforme canadienne d'adaptation aux changements climatiques	3
3. Équiper les Canadiens face à l'évolution du climat : Faits saillants de 2019 – 2020	4
3.1 Plénière.....	4
3.2 Groupes de travail	7
4. Autres activités.....	14
4.1 Adaptation Canada 2020.....	14
4.2 Évaluation nationale des connaissances : Le Canada dans un climat en changement....	14
4.3 Renforcer la capacité et l'expertise régionales en matière d'adaptation	16
5. Annexe.....	18

1.0 Message du président

Il est impossible de revenir sur le travail de la Plateforme canadienne d'adaptation aux changements climatiques en 2019-2020 sans s'émerveiller de l'ampleur des changements survenus dans le monde en si peu de temps. Le contraste est saisissant entre la conférence Adaptation Canada 2020, qui a rassemblé les praticiens et les partenaires canadiens de l'adaptation en plus grand nombre que jamais auparavant, et le monde dans lequel nous nous sommes retrouvés quelques semaines plus tard ? La juxtaposition dans le temps de la conférence et des mesures d'intervention de COVID-19 est l'illustration la plus immédiate de la rapidité avec laquelle les choses ont changé, mais ce n'est pas la seule.

Lorsque nous avons prévu des discussions sur la manière dont les considérations d'équité sociale pourraient améliorer les résultats de l'adaptation lors de la plénière de la Plateforme d'adaptation, nous aurions pu utiliser un mot comme "émergent" pour décrire cette idée. À la fin du mois de mars 2020, ce mot aurait pu devenir "inévitable". Nous avons eu la chance d'apprendre par des exemples de la façon dont les Premières Nations abordent l'adaptation avec des réponses holistiques, multidimensionnelles et intégrées avant d'expérimenter ensuite comment COVID-19 exige des modes de pensée similaires pour protéger les personnes, les communautés et les moyens de subsistance. Les présentations sur les dimensions sanitaires des impacts du changement climatique faites par des collègues du Nouveau-Brunswick ont trouvé un écho lorsque les impacts en cascade de COVID-19 sur nos communautés, notre système de soins de santé et nos professionnels sont devenus évidents. Ces éléments de notre travail, entre autres, ont été recadrés, et la rapidité avec laquelle cela s'est produit souligne non seulement la nécessité de poursuivre notre engagement, mais aussi d'accélérer les actions là où nous le pouvons et de la manière dont nous le pouvons.

L'accélération de nos efforts serait impossible sans le réseau des réseaux qui se réunissent avec la plateforme. Vous trouverez dans ce rapport des exemples du travail accompli par ce réseau. Je suis reconnaissant aux participants et aux présidents qui composent les groupes de travail de la plateforme et qui ont fait progresser notre compréhension dans des domaines clés, notamment les solutions basées sur la nature, la résilience des régions côtières et la divulgation des risques financiers liés au climat. Je suis également reconnaissant aux nombreuses personnes qui composent les groupes consultatifs pour le programme Le Canada face au changement climatique, l'Évaluation nationale des connaissances sur les impacts du changement climatique et l'adaptation à ce phénomène, et le Programme de renforcement des capacités et de l'expertise régionales en matière d'adaptation (RCERA). Cette année a été une année clé pour ces deux initiatives, et toutes deux ont nécessité une large collaboration avec un vaste groupe de partenaires et de parties prenantes alors qu'elles s'efforcent de répondre à notre besoin de connaissances actualisées et de capacités et d'expertise pour utiliser ces connaissances de manière efficace en vue de l'adaptation.

Si nos méthodes de travail habituelles ont été mises en veilleuse, le changement climatique n'en a pas fait autant. Nous continuons à nous adapter aux nouvelles réalités afin de maintenir nos relations et nos réseaux en ces temps difficiles, et de maintenir l'élan que nous avons tous travaillé si dur à créer. Je suis impatient de voir ce que nous pouvons réaliser.

Chris Jennings

**Directeur, Division des impacts et de l'adaptation liés aux changements climatiques
Ressources naturelles Canada**

2.0 PLATEFORME CANADIENNE D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La complexité de nos systèmes naturels, sociaux, économiques et culturels, complique la prise de décision en matière d'adaptation aux changements climatiques. L'adaptation aux changements climatiques nécessite des connaissances ainsi que la capacité et les ressources nécessaires pour appliquer ces connaissances. En outre, elle nécessite une collaboration importante qui intègre de nombreuses disciplines et divers secteurs afin d'éclairer un réseau de processus décisionnels qui, en fin de compte, ont une incidence les uns sur les autres. La collaboration accrue en matière de création de connaissances se traduit par une prise de décision plus efficace au sein des communautés, des entreprises et des secteurs pour une résilience aux changements climatiques à long terme.

La **Plateforme canadienne d'adaptation aux changements climatiques** (la « Plateforme d'adaptation ») fournit une structure permettant d'aborder les complexités de l'adaptation aux changements climatiques et soutient la collaboration. La Plateforme d'adaptation réunit différentes disciplines et divers secteurs ainsi que des représentants de tous les ordres de gouvernement, des organisations autochtones nationales, des universités, des groupes professionnels et non gouvernementaux et du secteur privé. Elle comprend plusieurs éléments clés pour créer un environnement propice à l'adaptation aux changements climatiques : le groupe plénier, une série de groupes de travail qui se penchent sur des questions précises, le secrétariat, ainsi qu'un large réseau de gens qui mettent en œuvre des mesures adaptatives. Par ailleurs, les Initiatives de collaboration régionale pour l'adaptation (y compris le Partenariat pan

territorial pour l'adaptation) sont des centres d'expertise et de ressources régionales dans tout le Canada, qui travaillent à sensibiliser le public et à améliorer la diffusion des résultats de la Plateforme.

Depuis 2012, cette collaboration unique entre les secteurs public et privé et entre les champs de compétences et les domaines de travail, soutient et améliore la collaboration, la création et la diffusion des connaissances, et fournit aux secteurs et aux régions les outils nécessaires pour aborder cet enjeu complexe et intersectoriel que constituent les changements climatiques.

La **plénière** permet à diverses administrations et à divers secteurs de tirer parti des ressources, des connaissances et des compétences de chacun. La vaste portée de cette collaboration (annexe I) crée un « réseau de réseaux » (annexe II), un élément essentiel de la stratégie de mobilisation des connaissances de la Plateforme d'adaptation. Ce réseau élargi contribue à accroître la diffusion de renseignements auprès des publics cibles, à renforcer la mobilisation aux échelons supérieurs des organisations des membres et à utiliser les réseaux élargis pour promouvoir l'intégration de l'adaptation dans les pratiques de gestion.

Les groupes de travail centrent leurs efforts sur les priorités communes d'adaptation dans leurs domaines de spécialisation. Les membres de la plénière peuvent nommer des personnes de leurs propres organisations et réseaux. Les participants sont ensuite responsables de fournir le temps, l'expertise et, dans certains cas, les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre des activités du groupe. Les présidents des groupes de travail et le secrétariat de la Plateforme d'adaptation recrutent également des membres supplémentaires.

Ressources naturelles Canada (RNCan) préside la Plateforme d'adaptation, fournit les ressources primaires pour la soutenir et assure les services du secrétariat. Le secrétariat apporte un soutien administratif à la plénière, gère un espace de

travail en ligne partagé, facilite la liaison entre les présidents des groupes de travail, organise une série de webinaires et produit un bulletin périodique et un rapport annuel. Le Programme d'adaptation aux changements climatiques de RNCan catalyse également le développement des connaissances en fournissant un soutien financier ciblé pour les projets qui répondent aux priorités établies par les groupes de travail. Ce financement sous forme de contributions a été alloué dans le cadre d'un appel de propositions en 2017.

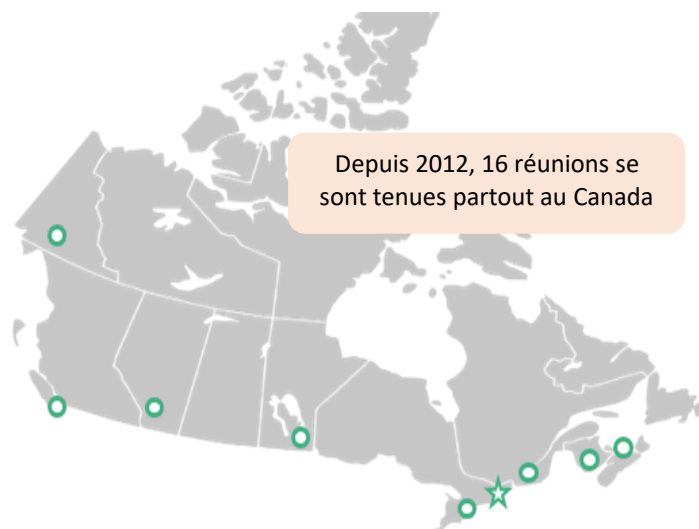
3.0 ÉQUIPER LES CANADIENS FACE À L'ÉVOLUTION DU CLIMAT : FAITS SAILLANTS DE 2019-2020

3.1 La plénière

La Plénière de la Plateforme d'adaptation (la « plénière ») se réunit deux fois par année afin de déterminer les priorités et les possibilités communes d'adaptation pour une collaboration et des partenariats améliorés.

Les réunions plénières combinent des renseignements sur les mesures prises par les organisations membres et les groupes de travail à des discussions approfondies sur les enjeux émergents et les approches stratégiques en matière d'adaptation et de mise en œuvre. Ces réflexions approfondies favorisent une approche holistique pour cerner des opportunités, explorer de nouvelles collaborations et renforcer la mobilisation à un niveau plus stratégique.

La plénière a tenu deux réunions en 2019. Les discussions tenues continuent à éclairer la mise en œuvre des solutions d'adaptation au Canada et de tirer parti des diverses ressources réunies à la table, y compris les connaissances et l'expertise.



Réunion du printemps 2019

La réunion du printemps 2019 a eu lieu le mardi 7 mai et le mercredi 8 mai au Centre de la géographie et de l'exploration du Canada. Il y avait 55 participants, soit 32 organisations membres, 10 conférenciers et 10 observateurs.

L'ordre du jour comprenait des séances clés sur la finance durable, les approches d'adaptation menées par les Premières Nations et l'intégration de l'équité sociale dans l'adaptation.

Finance durable

Deux séances ont porté sur la finance durable et le rôle du secteur de la finance et de l'investissement dans l'accélération des mesures d'adaptation. Les membres ont discuté des recommandations formulées dans le cadre du rapport du Groupe d'experts sur la finance durable, intitulé *Mobiliser la finance pour une croissance durable*, et se sont concentrés sur l'harmonisation du secteur financier avec des objectifs plus larges en matière de durabilité afin

de faciliter l'adaptation. Les principales orientations abordées comprennent :

- la divulgation volontaire de l'information financière relative aux changements climatiques pour permettre aux marchés d'évaluer les risques liés aux changements climatiques et aux investisseurs de mieux évaluer les coûts réels;
- la coordination entre les secteurs public et privé;
- l'importance de veiller à ce que les données soient accessibles, fiables et applicables à plusieurs utilisateurs.

Approches d'adaptation dirigées par les Premières Nations

S'appuyant sur la séance d'une demi-journée sur la mobilisation autochtone du printemps 2017, organisée et présentée conjointement par des représentants de l'Assemblée des Premières Nations (APN) et d'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK), la réunion du printemps 2019 a accordé une attention accrue à l'adaptation dirigée par les Autochtones qui s'étendra sur les trois prochaines réunions plénières. Ces séances reconnaissent le leadership climatique des peuples autochtones et la nature holistique, multidimensionnelle et intégrée des solutions d'adaptation dirigées par les Autochtones. Dirigée par l'APN, la première séance de la série portait sur les approches d'adaptation dirigées par les Premières Nations. La séance a mis l'accent sur le rôle des communautés des Premières Nations en tant qu'agents actifs du changement au Canada et a souligné l'importance des récits fondés sur le leadership qui reconnaissent les atouts et les capacités des communautés des Premières Nations.

Intégrer l'équité sociale dans l'adaptation

Cette séance a été la première à inscrire formellement à l'ordre du jour de la plénière les dimensions d'équité sociale de la vulnérabilité aux impacts des changements climatiques. La séance a décrit la nature intersectionnelle de la vulnérabilité aux changements climatiques et de l'équité sociale, en détaillant notamment comment l'équité peut influencer l'exposition, la sensibilité et la capacité d'adaptation aux changements climatiques. La discussion a porté sur les façons dont les changements climatiques sont intrinsèquement injustes, en détaillant les fardeaux inégaux des risques liés aux changements climatiques pour différentes personnes et communautés, et les différentes réponses aux risques climatiques qui peuvent renforcer les comportements et les attentes problématiques (par exemple, comment les normes sexospécifiques peuvent influencer les réponses aux événements extrêmes). Les présentations ont fourni des exemples pratiques de la façon dont différentes organisations commencent à intégrer l'équité sociale et les dimensions sociales, telles que le sexe, les faibles revenus et l'âge, dans la planification et la mise en œuvre de l'adaptation.

Les praticiens et les chercheurs en adaptation signalent que l'intégration de l'équité sociale dans la planification, la mise en œuvre et la production de rapports en matière d'adaptation au Canada a jusqu'à présent été limitée et qu'il existe de nombreuses possibilités d'amélioration. Les solutions d'adaptation peuvent être plus efficaces, plus adaptées à la culture et plus durables lorsque les contextes sociaux et les causes profondes de la vulnérabilité sont pris en compte dans leur conception et leur mise en œuvre.

Réunion de l'automne 2019

Tenue en partenariat avec le gouvernement du Nouveau-Brunswick, la réunion de l'automne 2019 a eu lieu le mardi 5 novembre et le mercredi 6 novembre à Fredericton, au Nouveau-Brunswick. Il y avait 53 participants, soit 31 membres, 12 conférenciers et 11 observateurs.

En plus de la réunion de deux jours, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a organisé une réception. Celle-ci a permis aux praticiens de l'adaptation régionaux de mettre en relief des projets et des programmes et de rencontrer les membres de la plénière.

L'ordre du jour s'est appuyé sur les discussions précédentes de la réunion du printemps 2019 en plus de présenter de nouveaux domaines à explorer, comme la santé et l'adaptation multisectorielle et la mesure du progrès. La réunion ayant été coorganisée par le gouvernement du Nouveau-Brunswick, l'accent a été mis sur l'adaptation provinciale et portait surtout sur la santé et la gestion des risques d'inondation.

Finance durable

La session s'est concentrée sur les possibilités de faire progresser le financement durable dirigé par les provinces dans les domaines de compétence provinciale. Le gouvernement de la Colombie-Britannique a terminé son Évaluation stratégique préliminaire des risques climatiques. Le rapport qui en a résulté a évalué, comparé et hiérarchisé les risques liés aux changements climatiques, incluant les événements distincts (par exemple, une tempête extrême) aussi bien que les événements à évolution lente (par exemple, l'élévation du niveau de la mer). Le rapport a évalué la probabilité et les conséquences de ces

événements dans un scénario à fortes émissions (PREC 8.5). Le gouvernement de la Colombie-Britannique fait maintenant participer l'ensemble du secteur des finances et de l'investissement à la discussion sur les risques climatiques et l'adaptation afin d'augmenter les investissements en faveur de l'adaptation en Colombie-Britannique. Avec le soutien de RNCan et d'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC), le gouvernement de la Colombie-Britannique a manifesté son intérêt à réunir des experts financiers et des cadres supérieurs provinciaux et régionaux pour approfondir la question dans la province.

Approches en matière d'adaptation dirigées par les Inuits

L'organisme sans but lucratif Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) a donné une présentation sur la [*Stratégie nationale inuite sur les changements climatiques*](#) afin de présenter en détail les priorités et les objectifs en matière de climat à l'échelle du peuple inuit qui sont au cœur de la protection de la culture, de la langue, des moyens de subsistance et du mode de vie des Inuits. La stratégie définit les mesures coordonnées qui sont nécessaires pour répondre aux besoins en matière d'adaptation et de renforcement de la résilience. Elle définit des objectifs pratiques pour faire progresser les mesures climatiques prises par les Inuits et les directives sur la façon de travailler avec l'ITK. La présentation a souligné que les Inuits ont clairement exprimé leur désir d'accroître leur autonomie, leur autodétermination et leur leadership en matière de lutte contre les changements climatiques, en s'appuyant sur le partenariat et la reconnaissance de la gouvernance et des droits des Inuits. La stratégie décrit en détail cinq domaines prioritaires pour orienter la collaboration afin de soutenir ces principes. Ces domaines comprennent : promouvoir l'utilisation des capacités et des connaissances des Inuits, améliorer la santé des Inuits et de l'environnement, réduire la vulnérabilité climatique des systèmes alimentaires Inuits, combler les lacunes des infrastructures et appuyer les solutions énergétiques régionales et communautaires menant à l'indépendance énergétique.

Intégration de l'équité sociale à l'adaptation

S'appuyant sur la séance plénière du printemps 2019, cette séance visait à poursuivre le dialogue sur les liens entre les changements climatiques, l'équité sociale et le rôle de l'adaptation. Dans le cadre d'une séance en petits groupes, les membres ont travaillé sur des scénarios d'études de cas de municipalités réelles au Canada. L'activité a consisté à recenser les communautés qui sont confrontées à un risque disproportionné, à collaborer avec des intervenants en dehors des partenariats traditionnels et à déterminer le rôle des différents acteurs, notamment ceux des organisations nationales et régionales.

Les études de cas ont permis de mettre en évidence la nécessité d'appliquer une « optique d'équité » à toutes les étapes de la planification et de la mise en œuvre de l'adaptation, de constituer des équipes diversifiées (en incluant des organisations qui desservent les populations marginalisées et à risque) et de partir d'une approche centrée sur l'être humain.

Santé et adaptation multisectorielle

La séance a réuni des experts en matière de santé des niveaux fédéral, provincial et municipal ainsi que des universitaires afin d'explorer les intersections entre la santé et le bien-être et les changements climatiques. Les incidents liés aux changements climatiques, comme les journées très chaudes et les tempêtes plus fréquentes, ont des répercussions sur la santé physique et mentale des Canadiens. Ces répercussions augmentent la demande de services de santé et entraînent des perturbations dans la prestation des services de santé. Le groupe d'experts a donné un aperçu informatif des façons dont les changements climatiques touchent les services de santé et le système dans son ensemble, en soulignant la nécessité d'une collaboration intersectorielle coordonnée et qui tient compte des répercussions disproportionnées au sein d'une communauté.

Mesure des progrès

Compte tenu de la demande croissante en matière d'adaptation aux changements climatiques, les participants à la séance ont discuté du besoin croissant de rétablir le mandat du Groupe de travail sur la mesure des progrès afin de soutenir une prise de décision éclairée et une amélioration continue ainsi que de renforcer la résilience dans tous les secteurs et régions du Canada. Le Groupe de travail sur la mesure des progrès a participé à la Plateforme d'adaptation de 2012 à 2016. Les objectifs du groupe de travail étaient de renforcer les capacités afin de mesurer les progrès et de déterminer la disponibilité et la pertinence des outils, techniques et données existants qui pourraient être appliqués à la mesure de l'adaptation au Canada.

3.2 Comptes rendus des groupes de travail

Au cours de l'exercice 2019-2020, les groupes de travail, par l'intermédiaire de la Plateforme d'adaptation, ont travaillé activement à faire progresser leurs priorités et leurs programmes de travail respectifs. Sept des neuf groupes de travail ont présenté des comptes rendus concernant : la biodiversité, les services climatiques, la gestion des zones côtières, l'économie, la foresterie, les infrastructures et les bâtiments, et l'exploitation minière.

Biodiversité



Le Groupe de travail sur l'adaptation de la biodiversité s'est réuni six fois en 2019-2020.

Le plan de travail du groupe, les discussions et le partage des connaissances se sont concentrés sur un domaine d'intérêt émergent du Rapport sur l'état actuel de 2018, soit la promotion des infrastructures naturelles, c'est-à-dire la manière dont la protection, la restauration ou l'amélioration des infrastructures naturelles peuvent constituer une solution gagnante pour la biodiversité et la population.

Le groupe a réalisé un projet sur la biodiversité et les infrastructures naturelles qui a produit trois livrables :

- des entrevues ciblées avec des praticiens clés pour déterminer les pratiques exemplaires et les leçons apprises afin de maximiser les avantages pour la biodiversité;
- une base de données sur les projets d'infrastructures naturelles au Canada;
- un organigramme simple résumant les avantages, les opportunités et les défis pour la biodiversité associés aux différentes approches en matière d'infrastructures naturelles.

Une séance ayant eu lieu dans le cadre du Congrès canadien des parcs de l'automne 2019 a permis de partager les résultats du Projet sur la biodiversité et les infrastructures naturelles et du Rapport sur l'état actuel de 2018. À la fin de 2019, le groupe de travail a établi des liens avec le nouveau « *Federal Engagement on Resilient Natural Solutions Working Group* » [Groupe de travail sur la mobilisation fédérale pour des solutions naturelles résilientes], interne à la famille fédérale, et a convenu d'établir des points permanents les uns pour les autres dans leurs programmes respectifs afin de promouvoir la collaboration et le partage des connaissances.

En janvier 2020, Alex MacDonald (scientifique spécialiste des changements climatiques, Parcs Canada) en est devenu le président, succédant à sa collègue Elizabeth Nelson (conseillère scientifique en conservation et changements climatiques, Parcs Canada) qui a quitté le poste après deux années de leadership et de nombreuses réalisations importantes pour le Groupe de travail, y compris la publication du Rapport sur l'état actuel de 2018. Nous remercions Elizabeth pour son excellent travail.

Services climatiques



Le Groupe de travail sur les services climatiques comprend deux sous-groupes : la surveillance et la formation.

Les activités du sous-groupe sur la surveillance continuent à soutenir deux efforts nationaux, soit l'initiative du Conseil canadien des normes (CCN) sur l'élaboration de *lignes directrices normalisées pour les systèmes de collecte de données météorologiques et climatiques* et le programme de surveillance collaboratif d'ECCC.

Les principales activités réalisées en 2019-2020 comprennent :

- La fourniture de contributions au CCN et à l'Association canadienne de normalisation sur la portée et l'élaboration de normes pour les données météorologiques et climatiques au Canada. Le sous-groupe sur la surveillance a aidé à trouver et à recruter des experts, des utilisateurs de données et des opérateurs de réseau pour participer aux comités techniques qui supervisent les travaux.
- La mise en branle des travaux visant à établir un inventaire des réseaux et des stations de surveillance appartenant aux gouvernements locaux, à l'industrie et aux organismes privés ou exploités par eux dans tout le pays. Au cours de la dernière année, les membres ont identifié des personnes-ressources pour les réseaux existants et ont élaboré un sondage afin de recueillir des renseignements sur les caractéristiques de chaque réseau. Une fois terminé, l'inventaire permettra de clarifier l'état des réseaux dans le pays, ainsi que de cerner les lacunes à plus grande échelle pour la surveillance météorologique et climatique au Canada.
- Le soutien à la création d'un conseil national pour la surveillance météorologique et climatique, composé de représentants de chaque province et territoire et du gouvernement fédéral. Le sous-groupe a formulé des commentaires sur le mandat du conseil et a approuvé une stratégie nationale de gestion et de diffusion des données, qui sera examinée lors de la première réunion du conseil. Le conseil est un forum fédéral-provincial-territorial dont l'objectif est

d'améliorer la communication entre les intervenants de la surveillance météorologique et climatique, d'échanger des normes et des pratiques exemplaires, et d'explorer le potentiel de collaboration interrégionale.

Les membres définissent actuellement les priorités stratégiques pour le prochain exercice. L'achèvement de l'inventaire des réseaux et des stations de surveillance, ainsi que le soutien continu au conseil national pour la surveillance météorologique et climatique demeurent les principales priorités pour orienter les travaux à venir.

Les coprésidents du sous-groupe sur la surveillance sont Ted Weick, du gouvernement de la Colombie-Britannique, et Jamie Smith, d'ECCC.

Les principales activités du sous-groupe sur la formation réalisées en 2019-2020 comprennent :

- L'élaboration conjointe de documents de formation d'initiation présentant l'information climatologique (dirigée par le Centre canadien des services climatiques, Ouranos, et le Pacific Climate Impacts Consortium). La présentation peut être utilisée par les éducateurs et les formateurs dans le cadre de leurs propres séances et présente des concepts de base sur les changements climatiques historiques et futurs afin de soutenir l'utilisation de l'information climatologique dans la prise de décisions. Le sous-groupe sur la formation a fourni des commentaires et une rétroaction à chaque étape de l'élaboration de ces documents de formation et a mis à l'essai une version préliminaire. Ces [documents de formation](#) peuvent être téléchargés gratuitement.
- Les livrables finaux de l'analyse de la formation liée aux services climatiques, réalisée dans le cadre du contrat 2018-2019, ont été remis au sous-groupe sur la formation en 2019-2020.

- Les priorités ont mis l'accent sur le partage des expériences de formation, des ressources et des leçons apprises alors que le sous-groupe sur la formation est passé à plus de 40 membres cette année.

En 2020-2021, le sous-groupe sur la formation continuera à explorer les possibilités de collaboration pour l'élaboration de la formation et la mise à niveau des produits de formation. Le groupe continuera de mettre l'accent sur l'apprentissage partagé. Le sous-groupe envisage la possibilité de réaliser des vidéos de formation et de fournir des commentaires sur les pratiques exemplaires pour ClimateData.ca.

En mars 2020, Kari Tyler (Pacific Climate Impacts Consortium) a remplacé Stephanie Austin (ECCC), qui a contribué de manière importante aux travaux menés ces deux dernières années, à la coprésidence.

Les coprésidentes du sous-groupe sur la formation sont Isabelle Charron, Ouranos et Kari Tyler, Pacific Climate Impacts Consortium.

Gestion des zones côtières



En mai 2019, le Groupe de travail sur la gestion des zones côtières (GTGZC) a soutenu une visite sur le terrain et un atelier sur la résilience climatique des infrastructures naturelles côtières (Climate-resilient Coastal Natural Infrastructure Workshop) organisés par la Saint Mary's University et la Cold Regions Living Shorelines Community of Practice (communauté de pratique des côtes vivantes des régions froides; CRLS CoP). Les participants sont venus de tout le Canada et des États-Unis et comprenaient des praticiens côtiers, des spécialistes en sciences naturelles et sociales, des étudiants, des représentants du gouvernement et des groupes autochtones. L'atelier a engagé les participants dans un discours critique sur la faisabilité de l'adaptation basée sur la nature en définissant des cas de réussite, en élaborant des

cadres et en tirant parti des connaissances acquises collectivement pour éclairer les mesures futures. Des présentations ainsi que d'autres ressources relatives à l'atelier sont disponibles par l'intermédiaire de la [CRLS CoP](#).

En 2018-2019, le GTGZC a collaboré avec la Commission géologique du Canada (CGC) pour lancer un processus visant à élaborer des lignes directrices nationales sur le niveau de la mer en consultation avec les provinces et les territoires. Les lignes directrices proposées aideront les gouvernements et les collectivités à appliquer les projections relatives du niveau de la mer dans le contexte canadien et permettront d'adopter une approche plus cohérente pour la planification de l'adaptation. Les lignes directrices tiendront compte des nouvelles projections du niveau de la mer et des pratiques exemplaires en matière d'adaptation. Tom James, de la CGC, a animé un atelier dans le cadre de la conférence Adaptation Canada 2020 afin de recueillir les commentaires des scientifiques et des praticiens de l'adaptation sur la façon dont les lignes directrices pourraient mieux soutenir les Canadiens.

Les travaux de l'année à venir seront axés sur un certain nombre de domaines prioritaires, notamment le recul géré. En février 2020, RNCan a retenu les services de l'entreprise d'experts-conseils Gevity pour procéder à une analyse des besoins et à un examen de l'état actuel des approches et des politiques en matière de recul géré au Canada.

Sept projets d'adaptation soutenus par RNCan devraient être achevés d'ici novembre 2020. Les projets sont axés sur deux thèmes clés, soit les approches alternative et novatrice afin de protéger les infrastructures matérielles et les moyens d'intervention innovateurs. L'un des premiers livrables de ce programme a été le rapport de l'OCDE intitulé « [Hausse du niveau des mers](#) » qui a dressé le profil du réalignement des infrastructures côtières et de la restauration des marais salés en Nouvelle-Écosse.

Mary-Ann Wilson, de RNCan, et Erin Taylor, du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, en sont les coprésidentes.

Économie



Cette année, le Groupe de travail sur la dimension économique de l'adaptation s'est concentré sur la mise en œuvre de huit projets qui répondent aux objectifs généraux du groupe de travail, créant ainsi un bassin de connaissances et d'outils pour aider les décideurs privés et publics à faire de meilleurs choix et à prendre de meilleures décisions politiques en matière d'investissement dans l'adaptation.

Le projet dirigé par les Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada) a réalisé des progrès importants cette année, l'objectif étant de renforcer la capacité des entreprises et des municipalités à divulguer les risques associés aux impacts des changements climatiques et à encourager l'utilisation des renseignements sur les changements climatiques dans le processus interne de prise de décisions. Les progrès réalisés dans le cadre de ce projet comprennent :

- La publication de [Communication de l'incidence des changements climatiques : processus pour l'appréciation de l'importance relative](#);
- La tenue de tables rondes avec les secteurs financiers des [mines](#) et de [l'énergie](#) pour échanger des points de vue sur les demandes croissantes des investisseurs en matière d'information sur le climat;
- La publication d'[Améliorer l'information relative aux changements climatiques fournie par les villes : Guide sur l'adoption des recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques \(GIFCC\)](#). Une séance ayant eu lieu dans le cadre de la conférence Adaptation Canada 2020 a mis en lumière les travaux sur la divulgation municipale.

Les objectifs du Groupe de travail sur la dimension économique de l'adaptation pour 2020 seront de conclure les projets et de veiller à ce que leurs résultats soient largement diffusés.

Pam Kertland, RNCAN, en est la présidente.

Foresterie



Le sous-comité du Groupe de travail sur l'adaptation forestière (GTAF) a participé à une série de réunions par téléconférence afin d'élaborer des documents clés.

Le président a donné aux membres du GTAF l'occasion d'examiner, de commenter et d'approuver la mise en œuvre des documents suivants :

- le programme de travail révisé, qui devrait être finalisé à la fin de mars 2020;
- le plan de travail annuel, qui est en cours d'élaboration;
- le mandat révisé, reflétant les changements apportés au programme de travail et au plan de travail annuel.

Voici quelques-unes des priorités stratégiques pour l'année à venir :

- communiquer avec le Conseil canadien des ministres des forêts au sujet des priorités communes;
- établir des mesures prioritaires et obtenir des ressources pour éclairer le plan de travail annuel dans le cadre des objectifs stratégiques afin de renforcer la base de données probantes ainsi les capacités et la sensibilisation;
- mobiliser et cibler l'échange de connaissances.

Winnifred Hays-Byl, RNCAN, en est la présidente.

Infrastructure et bâtiments



Le Groupe de travail sur les infrastructures et bâtiments (IBWG) a tenu quatre réunions en 2019, dont l'une axée sur la discussion stratégique de ce groupe de travail en mars 2019. Cette réunion comprenait un examen de la situation du groupe de travail et une discussion sur les priorités actuelles et futures. Les membres ont réitéré les fonctions actuelles du groupe, l'une étant de servir de forum de discussion et de diffusion de l'information.

Des représentants des organisations suivantes ont agi à titre de conférenciers invités lors des réunions du groupe de travail de mars, juin, octobre et décembre 2019 :

- l'University Health Network (adaptation des établissements de santé/hôpitaux, Toronto);
- le Centre canadien des services climatiques;
- le Conseil national de recherches du Canada (National Wildland-Urban Interface Fire Guide [Guide national sur les incendies en milieu périurbain]);
- le Global Water Futures (projet sur les précipitations extrêmes liées aux changements climatiques);
- l'Université Western (Multi-Hazards Risk Initiative [Initiative sur les risques multiples]);
- le Conseil des académies canadiennes (rapport du projet du comité d'experts sur les risques posés par les changements climatiques et les possibilités d'adaptation).

Tout au long de l'année 2019, les membres ont donné un aperçu des travaux en cours de leur organisation concernant les sujets portant sur l'adaptation des infrastructures et des bâtiments. Les groupes suivants ont fait des présentations :

- Infrastructure et Transports Manitoba;
- le gouvernement du Nouveau-Brunswick;
- Ressources naturelles Canada;

- l'Association canadienne des constructeurs d'habitations
- Ingénieurs Canada;
- la Fédération canadienne des municipalités;
- Vancouver Coastal Health.

Le Groupe de travail sur les infrastructures et bâtiments a convenu de poursuivre sa fonction de forum de discussion et de diffusion des connaissances. Les coprésidents du groupe de travail continueront à travailler avec la communauté des bâtiments, des infrastructures et de l'adaptation afin de trouver des conférenciers et des participants qualifiés pour les prochaines réunions du groupe.

Les priorités définies lors de la réunion de discussion stratégique du groupe de travail en mars 2019 comprenaient l'élargissement de la composition du groupe.

En 2017, le groupe de travail a produit un rapport sur l'état actuel. Bien que le groupe ne dispose pas des ressources nécessaires pour donner suite aux priorités définies dans le rapport, les membres ont appris que le rapport a été largement appliqué par divers organismes fédéraux et qu'il a servi de ressource pour l'adaptation des infrastructures et des bâtiments. Une évaluation des priorités définies dans le rapport de 2017 sur l'état actuel constitue l'un des objectifs de travail du groupe pour 2020.

Lors de la réunion du groupe en mars 2020, les nouveaux coprésidents ont été nommés – Chad Nelson (Infrastructure Canada) et Dan Sandink (Institut de prévention des sinistres catastrophiques).

Exploitation minière



Le Plan canadien pour les minéraux et les métaux (PCMM) a été lancé en 2019. Le PCMM propose une vision et des objectifs ambitieux qui propulseront l'industrie minière canadienne au

premier plan. Le [Plan d'action de mars 2020 du PCMM](#) met fortement l'accent sur l'adaptation aux changements climatiques, y compris les objectifs du groupe de travail et la mise à profit des projets de la Plateforme d'adaptation, tels que l'évaluation des risques liés aux changements climatiques pour les mines orphelines et abandonnées et l'élaboration de pratiques exemplaires en matière d'adaptation. Les plans d'action mis à jour seront respectivement publiés en 2021 et 2022 et aux trois ans par la suite. Le Groupe de travail sur l'exploitation minière s'engage dans ce processus.

En mai 2019, Comptables professionnels agréés Canada (CPA Canada) a organisé une [table ronde](#) au terme de laquelle il a été conclu que l'industrie avait besoin de définitions et de conseils cohérents sur la manière de documenter et d'interpréter l'information sur les risques liés aux changements climatiques. À partir de ces conclusions initiales, RNCan a été chargé, lors de la Conférence des ministres de l'Énergie et des Mines (CMEM) de 2019, d'évaluer les moyens pouvant permettre à l'industrie minière de répondre aux besoins en matière de divulgation de l'information relative aux risques physiques liés aux changements climatiques ainsi que les mesures nécessaires pour renforcer la capacité de l'industrie à répondre à ces besoins. Les résultats de cette analyse seront présentés dans le cadre de la CMEM de 2020.

L'Association minière du Canada (AMC) a dirigé un projet visant à élaborer des lignes directrices pour l'intégration des risques liés aux changements climatiques et de l'adaptation à toutes les étapes de la vie des mines. Elle a présenté son travail dans le cadre de la conférence Adaptation Canada 2020. Ce printemps 2019, les résultats seront présentés au Conseil d'administration de l'AMC.

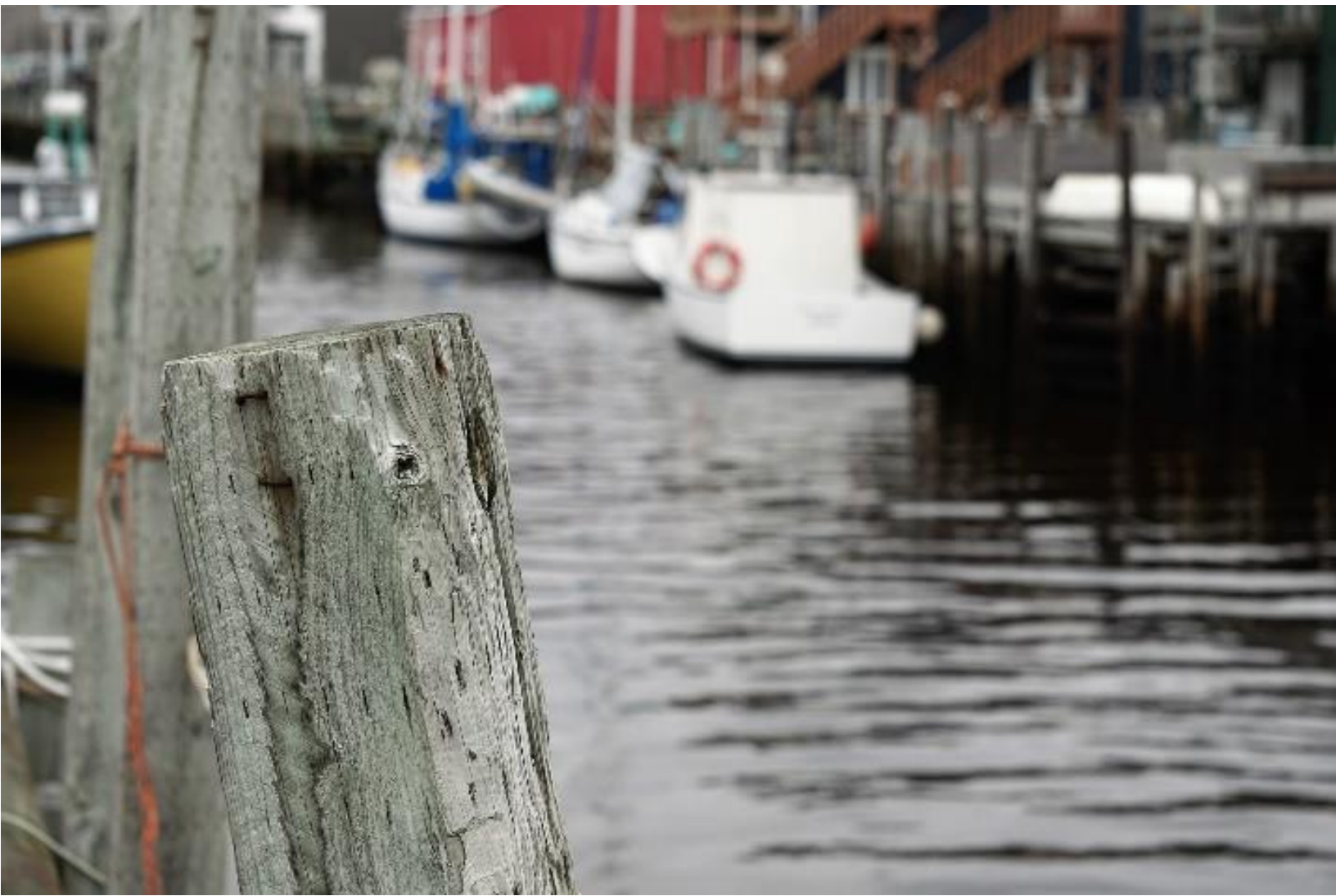
Les travaux de l'année à venir se concentreront sur un certain nombre de domaines prioritaires, notamment l'adaptation dans le cadre d'une nouvelle Initiative nationale pour les mines orphelines et abandonnées (INMOA). Le

secrétariat de l'INMOA organise un atelier de deux jours sur la gestion à long terme et l'assainissement des sites miniers orphelins et abandonnés au Canada, y compris les impacts des changements climatiques et les répercussions sur les pratiques de gestion actuelles.

Cinq projets d'adaptation appuyés par RNCan seront achevés en 2020. Les projets portent sur deux sujets clés, à savoir : les pratiques exemplaires en matière d'adaptation dans le secteur minier et les évaluations des risques liés aux changements climatiques pour les mines orphelines et abandonnées existantes.

Les résultats de ces projets seront présentés au groupe de travail et dans le cadre de webinaires, et pourront être consultés à partir de la page Web de la Plateforme d'adaptation de RNCan.

Pam Kertland, RNCan, en est la présidente.



4.0 AUTRES ACTIVITÉS

4.1 Adaptation Canada 2020

Adaptation Canada 2020, la conférence nationale du Canada sur l'adaptation aux changements climatiques, s'est tenue du 19 au 21 février 2020 à Vancouver, en Colombie-Britannique. Organisée par le Fraser Basin Council, il s'agissait de la deuxième édition de la conférence Adaptation Canada, après celle d'Ottawa, en Ontario, en 2016. Adaptation Canada est la seule conférence nationale qui porte exclusivement sur les questions liées à l'adaptation aux changements climatiques. Cette année, les séances étaient axées sur l'application pratique. L'[horaire du programme](#) comportait huit volets clés, à savoir : le financement de la résilience, la présentation de solutions, la résilience écologique, la pratique professionnelle et le renforcement des capacités, la sensibilisation et l'élargissement de l'engagement, la lutte contre les inégalités liées aux changements climatiques, la santé et la jeunesse.

La conférence a réuni 750 participants (d'autres ayant malheureusement été refusés en raison de contraintes d'espace) représentant tous les ordres de gouvernement, les communautés et organisations autochtones, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, l'industrie et le milieu universitaire.

Des efforts concertés ont été déployés pour être plus inclusifs dans la programmation et le choix de participants, en reconnaissant les obstacles que de nombreuses communautés doivent surmonter pour participer à de tels événements. La conférence comportait également un panel de jeunes, et Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada et Services aux Autochtones Canada ont soutenu les participants autochtones en leur offrant des possibilités de financement.

4.2 Le Canada dans un climat en changement

Depuis de nombreuses années, les principaux intervenants et partenaires, y compris les membres de la Plateforme d'adaptation, préconisent des versions numériques et interactives de nos rapports d'évaluation. En 2019-2020, nous avons commencé à présenter nos rapports sur Changingclimate.ca/fr/, un nouveau site Web interactif, en plus de les présenter sous forme de rapports PDF traditionnels.



Le premier rapport de cette série, le [Rapport sur le climat changeant du Canada](#), a été publié le 1^{er} avril 2019 sur la nouvelle plateforme numérique. Sous la direction d'Environnement et Changement climatique Canada, ce rapport fournit des renseignements complets sur la façon dont le climat du Canada a changé, sur les raisons pour lesquelles ces changements ont eu lieu et sur les futurs changements prévus. Le rapport a fait l'objet d'une couverture médiatique d'envergure au Canada, laquelle comprenait la publication de près de 500 articles dans les médias canadiens au cours de la première semaine en plus de susciter une attention internationale particulière. La nouvelle version numérique du rapport a été consultée par plus de 90 000 visiteurs à ce jour, et un récent sondage a révélé que 94 % des utilisateurs du rapport ont accédé à la version en ligne.

L'élaboration et la publication des prochains rapports de la série, qui comprendront les enjeux nationaux et les perspectives régionales, la santé

dans un climat en changement et la résilience des Autochtones, avancent bien.

Rapports sur les enjeux nationaux et les perspectives régionales

Sous la direction de RNCan, ces rapports fourniront des perspectives nationales et régionales sur la façon dont les changements climatiques affectent nos communautés, notre environnement et notre économie, ainsi que sur la façon dont nous nous adaptons.

À partir du milieu de l'année 2020, des chapitres sur des sujets et des régions spécifiques seront publiés de façon continue sur le site ChangingClimate.ca/fr/. Au cours de la dernière année, les auteurs se sont concentrés sur la finalisation de leurs premières ébauches, la préparation du processus d'examen externe et la prise en compte des commentaires des examinateurs. Il s'agit de la première évaluation qui inclue à la fois des examinateurs experts invités et des examinateurs experts s'étant inscrits



eux-mêmes dans le cadre du processus d'examen externe. Nous avons observé un niveau exceptionnel d'engagement et de dévouement de la part des examinateurs, qui ont soumis des commentaires éclairés et constructifs qui améliorent la qualité et la crédibilité globales des rapports. Nous avons tenu notre troisième réunion en personne en septembre 2019, réunissant les auteurs principaux chargés de la coordination et les membres du comité consultatif pour partager les leçons apprises, discuter des défis et commencer à planifier la publication. Nous continuons d'être fortement impressionnés et motivés par le haut niveau d'expertise et d'engagement de toute l'équipe d'évaluation dans ce processus.

Rapport sur la santé dans un climat en changement

Ce rapport présente une évaluation des risques que posent les changements climatiques pour la santé des Canadiens et des Canadiennes et pour le système de soins de santé et soutiendra les mesures prises par toute une série d'intervenants participant à la prise de décisions liées à la santé. Le processus d'examen externe est en cours et le rapport complet devrait être publié en 2021.

Rapport sur la résilience des Autochtones

Graeme Reed, analyste principal des politiques à l'Assemblée des Premières Nations et Shari Fox, chercheuse scientifique pour le National Snow and Ice Data Center [Centre de données national sur la neige et la glace], codirigent la rédaction du Rapport sur la résilience des Autochtones. Ce rapport s'appuiera sur les connaissances, les perspectives et les expériences autochtones et explorera les aspects multidimensionnels et intersectionnels des impacts des changements climatiques et de l'adaptation. La première réunion en personne des auteurs a eu lieu en février 2019 et portait sur la coproduction des thèmes et messages clés du rapport. Ce rapport devrait être publié en 2022.

Sondage « Le Canada dans un climat en changement »

L'équipe a lancé un sondage auprès des utilisateurs à la fin de l'année 2019 afin de recueillir des commentaires sur la façon dont l'information sur les impacts des changements climatiques et l'adaptation à ces changements est utilisée, et de déterminer les sujets et les formats les plus utiles. Nous remercions tous les répondants de nous avoir fait part de leurs points de vue qui contribueront à éclairer les futurs processus et produits nationaux d'évaluation des connaissances.

Vous souhaitez en apprendre davantage sur le processus d'évaluation?

Visitez le site Web [Le Canada dans un climat en changement](#), [suivez nos progrès](#) ou communiquez avec le [Secrétariat national de l'évaluation](#).

4.3 Programme de renforcement des capacités et de l'expertise régionales en matière d'adaptation

Le Programme de renforcement des capacités et de l'expertise régionales en matière d'adaptation (RCERA) est une initiative sur cinq ans (2017-2022) de 18 millions de dollars qui s'inscrit dans le cadre du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques. Le programme RCERA aborde un obstacle majeur à la multiplication des mesures de lutte contre les impacts des changements climatiques au Canada, à savoir que la connaissance et les outils existent, mais que la capacité à les utiliser est restreinte. Il vise l'augmentation de la capacité des communautés, des organismes, des petites et moyennes entreprises ainsi que des praticiens à accéder aux connaissances sur les outils relatifs à l'adaptation aux changements climatiques et à les appliquer dans le cadre de leur travail. Le

programme RCERA comprend plus de 18 projets à frais partagés dans 10 provinces (des projets au Québec et au Manitoba sont en cours d'élaboration). Les projets réalisés dans le cadre du programme RCERA augmentent les mesures d'adaptation en entreprenant diverses activités de renforcement des capacités, telles que des formations spécialisées, des apprentissages par la pratique, des stages et des communautés de pratique régionales. Dans le cadre de ce programme, les responsables des projets travaillent en partenariat avec les provinces, des organisations non gouvernementales, des universités, des communautés autochtones, l'industrie, des associations professionnelles et des gouvernements locaux afin de réaliser leurs objectifs en matière de renforcement des capacités et d'atteindre leurs publics cibles.

Les projets du programme RCERA partagent des objectifs, des thèmes, des publics cibles et des activités de renforcement des capacités communs. Les projets bénéficient, de ce fait, de possibilités de collaboration et d'échange d'idées et d'informations. Pour soutenir ce pilier du programme, RNCAN a élaboré un *plan d'échange de connaissances et de mobilisation du programme RCERA (2019)* qui établit une liste d'activités visant à favoriser la collaboration et l'échange de connaissances entre les projets du programme. Au cours de la dernière année, RNCAN a organisé et facilité le lancement d'un bulletin trimestriel du programme RCERA, des webinaires, des téléconférences et un atelier en personne. Lors de l'atelier du comité RCERA tenu en février 2020, les responsables des projets RCERA ont échangé sur les leçons apprises à ce jour, ont créé des occasions d'activités de renforcement des capacités transversales et ont établi des relations et des réseaux professionnels.

Le programme RCERA a présenté deux affiches à des conférences nationales cette année. Ces affiches ont permis de faire connaître le programme et ses objectifs lors du National Adaptation Forum [*Forum national sur l'adaptation*] dans le Wisconsin, aux États-Unis (avril 2019) et de la conférence Adaptation Canada 2020 à Vancouver, en Colombie-Britannique (février 2020). Le programme fournit également des mises à jour accessibles au public sur la [page Web du programme RCERA de RNCAN](#), y compris une liste interrogeable des projets.

La planification future du programme RCERA est en cours. Le programme continuera de faciliter la collaboration interrégionale et thématique par le l'entremise d'initiatives d'échange de connaissances, y compris une nouvelle plateforme Web pour le partage des activités de projet.

5.0 ANNEXES

ANNEXE I : Membres de la plénière

- **Président du groupe plénier** – Ressources naturelles Canada, Secteur des terres et des minéraux; Chris Jennings
- **Coprésident du groupe plénier, novembre 2019** – Gouvernement du Nouveau-Brunswick; Jeff Hoyt

Gouvernements provinciaux et territoriaux

- Colombie-Britannique – Ministère de l'Environnement, secrétariat action climat; Archie Riddall
- Manitoba – Conservation et gestion des ressources hydriques; Neil Cunningham
- Nouveau-Brunswick – Ministère de l'Environnement et Gouvernements locaux; Robert Capozzi
- Terre-Neuve-et-Labrador – Bureau du changement climatique et de l'efficacité énergétique; Joshua Barrett
- Territoires du Nord-Ouest – Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles; Michele Culhane
- Nouvelle-Écosse – Ministère de l'Environnement; Jason Hollet
- Nunavut – Secrétariat des changements climatiques; Andrew Dunford
- Ontario – Ministère de l'Environnement et les changements climatiques; Heather Pearson
- Île-du-Prince-Édouard – Ministère de l'Environnement, du Travail et de la Justice; Erin Taylor

- Saskatchewan – Ministère de l'Environnement; Lynn Kelley
- Yukon – Secrétariat des changements climatiques; Rebecca World

Ministères et organismes fédéraux

- Agriculture et Agroalimentaire Canada; Alexandre Lefebvre
- Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada; Marlene Doyle
- Environnement et Changement Climatique Canada; Laniel Bateman
- Pêches et Océans Canada; Keith Lennon
- Santé Canada; Carolyn Tateishi
- Infrastructure Canada; Chad Nelson
- Ressources naturelles Canada, Service canadien des forêts; Winn Hays-Byl
- Parcs Canada; Alex MacDonald
- Agence de la santé publique du Canada; Christina Lee-Fuller
- Sécurité publique Canada; Arjun Vinodrai
- Conseil canadien des normes; Brady Allin
- Transports Canada; Maxine Bilodeau

Organisations autochtones nationales

- Assemblée des Premières nations; Tonio Sadik
- Inuit Tapiriit Kanatami; James Kuptana
- Ralliement national des Métis; Kathy Hodgson-Smith

Associations nationales et organismes de recherche

- Comptables professionnels agréés du Canada; Gord Beal
- Association canadienne de l'électricité; Jay Wilson
- Ingénieurs Canada; David Lapp
- Fédération canadienne des municipalités; Devin Causley

- Association des produits forestiers du Canada; Robert Laroque
- Bureau d'assurance du Canada; Claudia Verno
- Institut de prévention des sinistres catastrophiques; Paul Kovacs
- Association minière du Canada; Brendan Marshall
- Ouranos; Alain Bourque
- University of Waterloo; Jean Andrey

Observateurs

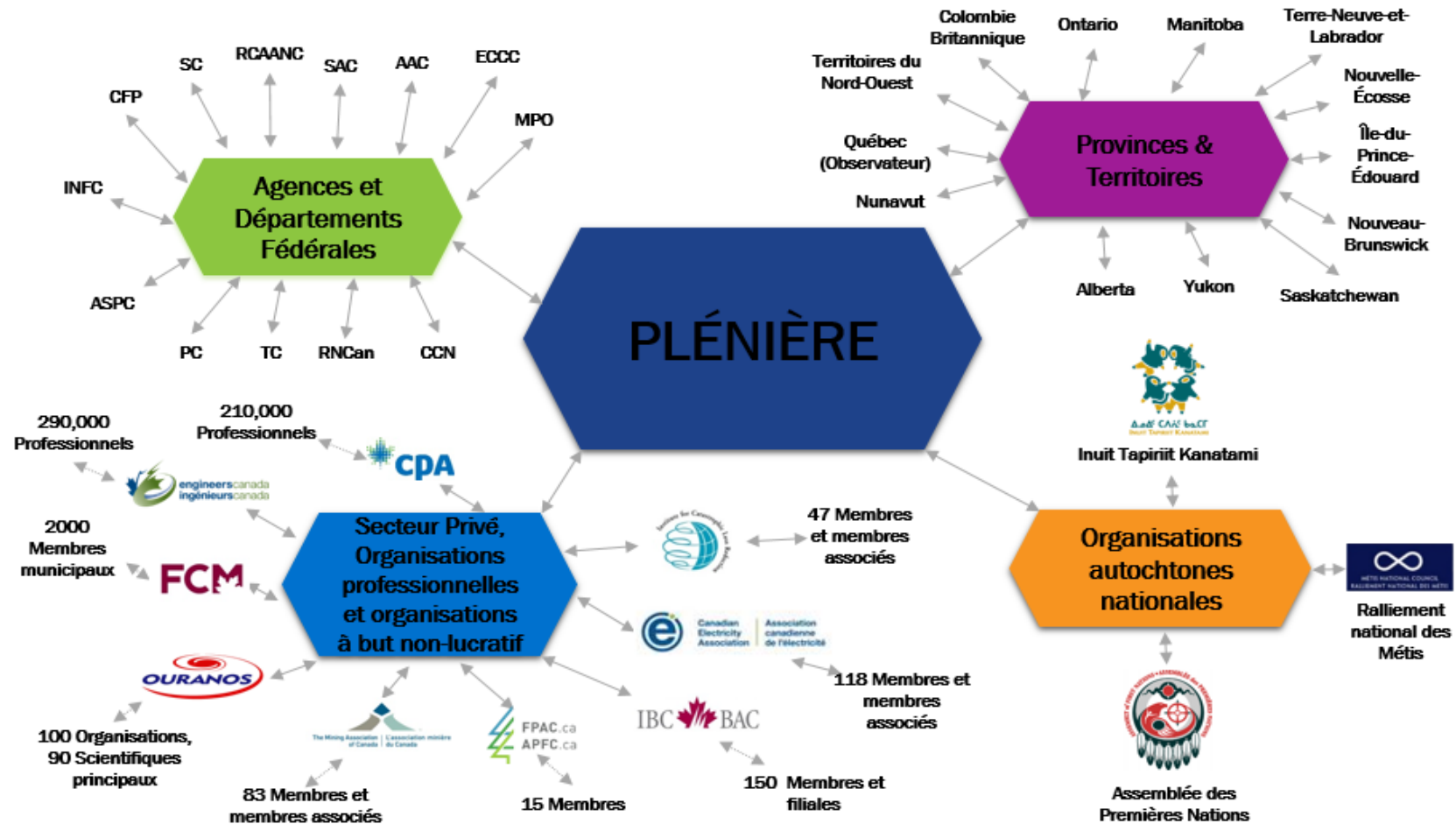
- Québec – Ministère du développement durable de l'environnement et des parcs; Sandra Garneau

Secrétariat de la Plateforme d'adaptation (Ressources naturelles Canada)

- Elizabeth Atkinson | Ericha Moores

Pour de plus amples renseignements ou pour communiquer avec l'un des membres de la plénière, veuillez envoyer un courriel à l'adresse NRCan.Adaptation.RNCan@Canada.ca

ANNEXE II : Organisation de la plénière



AAC : Agriculture et Agroalimentaire Canada; RCAANC : Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord Canada; MPO : ministère des Pêches et des Océans; ECCC : Environnement et Changement climatique Canada, SC : Santé Canada; SAC : Services aux Autochtones Canada, IC : Infrastructure Canada; RNCAN : Ressources naturelles Canada; APC : Agence Parcs Canada; ASPC : Agence de la santé publique du Canada; SPC : Sécurité publique Canada; CCN : Conseil canadien des normes; TC : Transports Canada.